

Prologue

Dynamiques paysannes

Ce numéro de *TRACE* propose plusieurs points de vue sur la diversité du monde rural mexicain et sur les processus de modernisation en cours qui l'accroissent, non sans provoquer des résistances aux mécanismes d'exclusion qui en découlent. Il témoigne de la "nouvelle ruralité" qui tend à déplacer l'agriculture comme centre de la reproduction économique des groupes ruraux, au profit d'activités salariées, de la migration, des micro-entreprises, des programmes agro-écologiques et écotouristiques gérés par les paysans indiens.

Il s'articule autour de deux grands axes: les conflits entre la dynamique de colonisation paysanne indigène et les impératifs économiques des entreprises forestières, ou d'élevage, d'abord, et les objectifs officiels de protection du biotope des forêts tropicales ensuite –analysés par Martine Dautier et Francis Mestries–; d'autre part, la modernisation heurtée des communautés indigènes (sous l'effet des programmes de développement de l'État, des ONG et des organisations économiques paysannes), examinée surtout par Dominique Mathieu et Anath Ariel de Vidas. L'article de Esteban Barragán traite aussi d'une adaptation à l'urbanisation et à l'industrialisation, mais il s'agit de l'évolution des sociétés *rancheras* –petits propriétaires éleveurs de montagne. Face à une modernisation inéluctable, les sociétés rurales traditionnelles sont l'objet de forces qui tendent à les déstructurer; elles tentent cependant de sauvegarder l'essentiel de leur cohésion interne, de leur tissu social et de leur matrice culturelle afin de s'insérer de façon active dans la modernité en conservant leurs valeurs essentielles (solidarité, normes de conduite...).

M. Dautier, dans *CAMPESINOS, SOLIDARIDAD Y ECOLOGÍA EN CALAKMUL, CAMPECHE*, retrace comment, à partir du conflit entre colons paysans de frontière et politique de protection écologique, surgit un nouvel acteur social: le Conseil Régional de Xpujil, créé par l'intervention de l'État au travers du Programme National de Solidarité. Bien que les immigrants métis et indigènes de cette région, ignorant tout de l'écologie tropicale, pratiquent une agriculture et un élevage extensif, la lutte contre les entreprises forestières, puis l'organisation autogestionnaire des ejidos et leur articulation en un sujet social autonome, stimulées par le Pronasol, ont permis l'apparition d'une identité collective consciente de la nécessité d'un équilibre rationnel entre la vie de la

forêt et les activités productives de l'homme, ainsi que des avantages économiques liés à de nouveaux projets. Cependant, l'auteur souligne l'importance du contexte politique favorable, d'une décentralisation des décisions de la part de l'État et d'une planification démocratique de l'aménagement du territoire pour expliquer le succès, relatif, de cette expérience.

L'article suivant, *COMUNIDAD, MOVIMIENTO, CONFLICTO Y ECOLOGÍA EN LAS CAÑADAS DE LA SELVA LACANDONA*, de F. Mestries, aborde le conflit chia-panèque tel qu'il fut vécu par une communauté tzeltal de la "zone zapatiste". En narrant l'histoire de l'exploitation de ces indiens dans les *fincas*, leur fuite pour coloniser la forêt, leur organisation accompagnée par l'Église, leur lutte pour défendre leurs terres contre l'État, contre les grands propriétaires, et la gestation de l'insurrection zapatiste en leur sein, il montre les conflits entre la logique de survie paysanne, et la rationalité "irrationnelle" des entreprises forestières et d'élevage, ainsi que l'incohérence des politiques agraire, de colonisation et de protection écologique officielles, causes principales de la radicalisation des indigènes et du chaos actuel. Il analyse aussi les conflits intercommunautaires déclenchés par la guerre et par la division des communautés entre zapatistes, priistes et syndicats paysans à orientation productive. Seule la difficile reconstruction du tissu social communautaire et des alliances régionales permettra d'affronter la crise écologique qui menace les conditions de reproduction matérielle des nouvelles générations et la crise politique due au pourrissement de la situation de "ni paix, ni guerre", qui favorise la militarisation et le retour des caciques.

D. Mathieu, dans l'article intitulé *COMMUNAUTÉ ET MODERNISATION*, remet en question les concepts de modernisation, progrès et démocratisation appliqués aux communautés indigènes. Il prend pour exemple, dans une communauté de la Sierra Norte de Puebla, les transformations économiques de l'agriculture communautaire. La pénétration de cultures de rente et de circuits de distribution de denrées de base subventionnées par l'État ont accentué la déstructuration de la rationalité paysanne et la différenciation sociale. L'intervention croissante de l'État et des ONG y a ouvert de nouveaux canaux d'accumulation individuelle sélectifs par le biais de la scolarisation et des emplois salariés d'instituteurs; la diversification des sources de revenu, telles que la migration, la maçonnerie, le commerce et l'artisanat déplacent l'agriculture comme source de stratification sociale; enfin, il montre la transformation des mécanismes de communication et rapports sociaux traditionnels par les agents externes; ainsi la coopérative ne profite qu'aux paysans détenant suffisamment de terres et, lorsqu'elle tente de dépasser les systèmes traditionnels de communication basés sur le compérage et les clans, elle introduit des rapports paternalistes de la part des conseillers techniques externes. L'information étant la clé du pouvoir, les systèmes de transmission sont un enjeu essentiel des élites, qu'elles soient traditionnelles ou "développementistes". L'auteur conclut que, malgré la persistance des structures communautaires (systèmes de charges civico-religieuses, etc.), l'avenir de la

communauté dépendra de sa capacité d'affirmer sa propre identité contre les images de l'indianité des agents externes, qu'elles soient négatives (stigmatisation) ou positives (mais sélectives).

Le travail de A. Ariel de Vidas, *MÁS ALLÁ DE LA RENTABILIDAD: ALGUNAS OBSERVACIONES ETNOLÓGICAS ACERCA DE LOS PROGRAMAS DE DESARROLLO EN LA HUASTECA VERACRUZANA*, étudie les réponses différentes des *Teenek* (Huastèques) et Nahuas au Programme National de Solidarité dans ses Fonds Régionaux. Ce mécanisme a permis la consolidation d'une organisation indépendante, la OCPIHV, qui a donné l'opportunité aux Teenek, traditionnellement marginalisés, désorganisés et réduits à la production d'autoconsommation sur des terres exiguës, de s'initier aux projets productifs orientés vers le marché comme à la participation politique, grâce à la convergence conjoncturelle entre la politique de l'État et les demandes d'autogestion et d'appropriation du processus productif de l'organisation. Il a aidé la légitimation de la OCPIHV qui a pu ainsi entrer au Conseil Municipal de Tantuoyuca, progrès démocratiques réalisés aussi au prix de la cooptation des dirigeants et de leur éloignement des bases. L'auteur ajoute que l'appropriation des projets de développement par les indigènes diffère énormément selon leur ethnie d'origine, les Teenek ayant intériorisé la stigmatisation dont ils ont toujours été l'objet de la part des autres groupes, en une attitude passive et clientéliste, alors que les Nahuas, plus expérimentés et plus sûrs d'eux-mêmes, prennent en charge des projets plus ambitieux et plus rentables.

L'article de E. Barragán, *ENTRE LA FRONDA Y SUS RAÍCES: EL TRONCO COMÚN DE LAS SOCIEDADES RANCHERAS EN MÉXICO*, montre un groupe social peu étudié, les *rancheros* qui, plus qu'une classe sociale (classe moyenne rurale), ou qu'une forme de propriété foncière (petite propriété) associée à un système de production (élevage extensif combiné à la production de maïs), constituent une culture forgée dans la colonisation des zones de frontière et dans les conflits avec ceux qui leur disputent un territoire: les grandes propriétés et les communautés indigènes. Cette culture, basée sur des valeurs telles que l'indépendance, le sens de la propriété, l'esprit d'entreprise, la religiosité et l'honneur, et sur des codes de rapports sociaux caractérisés par l'endogamie, l'aide mutuelle et les contrats patrons-métayers, a sous-tendu l'expansion territoriale des sociétés *rancheras* puis leur mobilité géographique (migrations vers les villes et les États-Unis) et sociale (diversification de leurs activités), grâce à des réseaux de solidarité et de réciprocité très efficaces, qui maintiennent une forme de convivialité malgré l'éloignement ou les changements d'activité.

Après une première publication au CEMCA sur les transformations productives impulsées par les politiques de modernisation néolibérales dans les campagnes, *El campo mexicano, una modernización a marchas forzadas*, Philippe Bovin avait lancé, avec plusieurs des auteurs, cette réflexion sur les réactions des acteurs sociaux à ces politiques, qu'il en soit ici remercié. *

Francis Mestries, Uam-a

Prólogo

Dinámicas campesinas

Este número de *TRACE* ofrece diferentes puntos de vista sobre la diversidad del mundo rural mexicano, sobre los procesos de modernización que se están gestando y también sobre las reacciones de resistencia. Da ejemplos de la “nueva ruralidad” que tiende a desplazar a la agricultura, como centro de reproducción económica de los grupos rurales, para abrir espacios a otras actividades remunerativas, a la migración, a las microempresas, a los programas agro-ecológicos y ecoturísticos dirigidos por los campesinos indígenas.

Gira entorno a dos grandes ejes: *a)* los conflictos entre colonización campesina indígena y los imperativos económicos de las compañías forestales o ganaderas, primero, más los objetivos oficiales de protección de los biotopos de los bosques tropicales después –analizados por Martine Dauzier y Francis Mestries–; *b)* la contrastada modernización de las comunidades indígenas (por los programas de desarrollo del Estado, de las ONG y de las organizaciones económicas campesinas) analizada principalmente por Dominique Mathieu y Anath Ariel de Vidas. El texto de Esteban Barragán también examina la adaptación a la urbanización y a la industrialización, pero ahí se trata de la evolución de las sociedades rancheras de pequeños propietarios. Frente a una modernización ineludible, las sociedades rurales tradicionales corren el riesgo de desestructuración; sin embargo esas sociedades tratan de salvaguardar lo principal de su cohesión interna, de su tejido social y de su matriz cultural con el fin de entrar en forma activa en la modernidad conservando sus valores esenciales (solidaridad, normas de conducta...).

M. Dauzier, en su artículo *CAMPESINOS, SOLIDARIDAD Y ECOLOGÍA EN CALAKMUL, CAMPECHE*, señala cómo, a partir del conflicto entre colonos campesinos de frontera y política de protección ecológica, surge un nuevo actor social: el Consejo Regional de Xpujil, por la intervención del Estado con el Programa Nacional de Solidaridad. Pese a que los inmigrantes mestizos e indígenas de esta región, ajenos a la noción de ecología para el Trópico, practicaban una agricultura y una cría de ganado extensivas, la lucha contra las compañías forestales, y después la organización autogestionaria de los ejidos y su articulación en un sujeto social autónomo, con el estímulo de Pronasol, generaron una nueva identidad colectiva consciente de la necesidad de un equilibrio racional entre selva y actividades productivas, consciente también de las ventajas económicas de los nuevos proyectos. Sin embargo, esta autora

no deja de señalar un contexto político favorable, una real descentralización de decisiones y una planificación democrática del cuidado del territorio que explicarían el éxito, relativo, de esta experiencia.

El artículo que le sigue, COMUNIDAD, MOVIMIENTO, CONFLICTO Y ECOLOGÍA EN LAS CAÑADAS DE LA SELVA LACANDONA, de F. Mestries, aborda el conflicto chiapaneco desde el punto de vista de las experiencias de una comunidad tzeltal de “zona zapatista”. Al contar la historia de la explotación de estos indígenas en las fincas, su huida para instalar sus colonias en la selva, su organización –que contó con el apoyo eclesiástico–, su lucha en defensa de sus tierras contra el Estado, contra los grandes propietarios, y la gestación, en su seno, de la insurrección zapatista, el autor muestra los conflictos entre la lógica de sobrevivencia campesina y la racionalidad “irracional” de compañías madereras y de cría de ganado, así como la incoherencia de las políticas agrarias, de colonización y de protección ecológica oficiales, principales causas de la radicalización de los indígenas y del caos actual. Analiza igualmente los conflictos intercomunitarios provocados por la guerra y por la división de las comunidades en zapatistas, priistas y asociaciones campesinas con fines de productividad. Solamente la difícil reconstrucción del tejido social comunitario junto con las alianzas regionales permitirán afrontar la crisis ecológica que amenaza la reproducción material de las nuevas generaciones y la crisis política surgida del empantamiento de la situación de “ni paz, ni guerra”, que favorece la militarización y el retorno de los caciques.

D. Mathieu, en el artículo titulado COMMUNAUTE ET MODERNISATION, vuelve a plantearse los conceptos de modernización, progreso y democratización aplicados a las comunidades indígenas. Pone como ejemplos –para el caso de una comunidad de la Sierra Norte de Puebla– las transformaciones económicas de la agricultura comunitaria, la agricultura para el mercado y los circuitos de distribución de productos básicos subvencionados por el Estado, que han acentuado la desestructuración de la racionalidad campesina y la diferenciación social; el impacto de la intervención creciente del Estado y de las ONG, que han generado nuevos canales de acumulación individual selectivos (por la escolarización y los empleos asalariados de los maestros); la diversificación de las fuentes de ingreso, como la migración, la albañilería, el comercio y el artesanado, con el consecuente desplazamiento de la agricultura como fuente de estratificación social; en fin, la transformación de la comunicación y de las relaciones sociales tradicionales –la cooperativa, que no funciona más que para los campesinos propietarios de una buena cantidad de tierras– la cual revoluciona los sistemas tradicionales de comunicación –de compadrazgo y clanes–, pero genera relaciones paternalistas con consejeros técnicos externos. Como la información está en la base del poder, estos cambios son un reto formidable para las élites, sean éstas tradicionales o “desarrollistas”. Concluye el autor, que, pese a que las estructuras comunitarias persisten (sistemas de cargos cívico-religiosos y otros), el futuro de la comunidad dependerá de su capacidad de afirmar su propia identidad frente a las

imágenes de la indianidad de los agentes externos, sean éstas negativas (estigmatización) o positivas (pero selectivas).

El trabajo de A. Ariel de Vidas, *MÁS ALLÁ DE LA RENTABILIDAD. ALGUNAS OBSERVACIONES ETNOLÓGICAS ACERCA DE LOS PROGRAMAS DE DESARROLLO EN LA HUASTECA VERACRUZANA*, analiza las diferentes respuestas de los *teenek* (huastecos) y nahuas frente a Pronasol, con sus Fondos Regionales de Solidaridad. Este mecanismo ha permitido la consolidación de una organización independiente, la OCPIHV, la cual ha dado la oportunidad a los *teenek* —tradicionalmente marginalizados, desorganizados y reducidos al autoconsumo, con tierras pobrísimas— de ensayar proyectos orientados al mercado y de iniciar una participación política, gracias a la convergencia entre la política del Estado y las solicitudes de autogestión y de apropiación del proceso productivo de la organización. Ha permitido también la legitimación de la OCPIHV, con lo que se han logrado posiciones en el Consejo Municipal de Tantoyuca, aunque estos logros democráticos se hayan producido por la cooptación de los dirigentes y su distanciamiento con las bases. La autora observa también que cuando los grupos indígenas logran la apropiación de los proyectos de desarrollo se presentan diferencias según las etnias: los *teenek* han interiorizado el estigma del que siempre fueron objeto por parte de otros grupos; se percibe en ellos una actitud pasiva y clientelista, muy al contrario de los nahuas, quienes con más experiencia y seguridad, consiguen los proyectos más ambiciosos y rentables.

El artículo de E. Barragán, *ENTRE LA FRONDA Y SUS RAÍCES: EL TRONCO COMÚN DE LAS SOCIEDADES RANCHERAS EN MÉXICO*, examina el grupo de los rancheros, que más que una clase social determinada (media rural), o que una forma de propiedad de tierra (pequeña propiedad) asociada a un sistema de cría extensiva combinada con el cultivo del maíz, constituye una cultura forjada en la colonización de las zonas de frontera y en los conflictos con aquellos que pelean un territorio: los grandes propietarios y las comunidades indígenas. Esta cultura—que se basa en valores como la independencia, el sentido de la propiedad, el espíritu emprendedor, el sentido de la propiedad, la religiosidad y el honor, y ciertos códigos sociales como la endogamia, la ayuda mutua, los contratos “a partido”— ha dado pie a la expansión territorial de las sociedades rancheras, primero, y después a su movilidad geográfica (migración hacia EE UU) y social (diversificación de sus actividades), gracias a redes de solidaridad y de reciprocidad muy eficaces que superan los distanciamientos de la diáspora y los cambios de actividad.

Después de una primera publicación del CEMCA sobre las transformaciones productivas impulsadas por las políticas de modernización neoliberales en el campo, *El campo mexicano, una modernización a marchas forzadas*, Philippe Bovin tuvo la idea de reunir a diversos autores para presentar ahora esta reflexión sobre las reacciones de los actores sociales frente a estas políticas. Desde aquí nuestro agradecimiento. *

Francis Mestries, Uam-a